



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial*

**ARRÊTÉ préfectoral n°2025/ICPE/219 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SAS LABEYRIE FINE FOODS FRANCE à Bouaye**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 du code de l'environnement

Vu le code des relations avec le public et l'administration ;

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les dispositions de l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement en autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement en autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel du 04 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

Vu des dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Tél : 02.40.41.20.20

Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

Vu courrier de changement d'exploitant en date du 27 octobre 2020 ;

Vu le dossier de demande de porté-à-connaissance du 2 octobre 2023 déposé par la SAS LABEYRIE FINE FOODS FRANCE concernant l'extension du plan d'épandage des boues industrielles ;

Vu le complément transmis par l'exploitant en date du 13 janvier 2025 ;

Vu le porté-à-connaissance du 11 mars 2024 déposé par la SAS LABEYRIE FINE FOODS FRANCE concernant création d'un nouveau local dédié à la maintenance ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le rapport d'instruction de l'inspecteur des installations classées en date du 28 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société SAS LABEYRIE FINE FOODS FRANCE le 3 juin 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que la demande démontre :

- la reprise de l'établissement par un nouvel exploitant ;
- une augmentation limitée du flux annuel des boues valorisées sur des cultures agricoles chez deux nouveaux prêteurs de terres sur les communes de ;
- l'absence de localisation des parcelles retenues situées en zones sensibles (Natura 2000, périmètre de captage d'eau potable) ;
- le caractère agronomique des effluents épandus ;
- la mise en place d'un suivi agronomique sur les parcelles de références désignées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- la confirmation écrite de la reprise des boues par un établissement agréé dans l'hypothèse d'un curage en période d'interdiction d'épandage ;
- l'utilisation restreinte de certaines activités sur le nouveau local de maintenance définie par l'exploitant dans le porté à connaissance en date du 11 mars 2024 ;
- l'engagement écrit du 13 janvier 2025 de l'exploitant sur la transmission en préfecture d'un dossier d'actualisation au plus tard le 15 septembre 2025 relatif à l'actualisation et l'optimisation des consommations d'eau nécessaires au fonctionnement de l'établissement pour justifier du dimensionnement de la STEP ainsi que de la collecte des eaux d'extinction en cas de sinistre incendie ;

Considérant que la demande n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article L.122-1, R.122-2 et R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions préfectorales au regard des conditions d'épandage existantes ainsi que la création du nouveau local de maintenance ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1 - Transfert du titulaire de l'autorisation

La Société par Actions Simplifiées LABEYRIE FINE FOODS FRANCE (L3F) dont le siège social est situé 39 Route de Bayonne à SAINT-GEAOURS DE MAREMNE (40 230) est autorisée à se substituer à la Société par Actions Simplifiées SOLIPAG pour exploiter une installation d'abattage et de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale située au lieu-dit «La Bergerie Verte» sur la commune de BOUAYE selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 modifié par le présent arrêté de prescriptions complémentaires.

Article 2 - Modifications et compléments apportées aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 :

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature de la loi sur l'eau (IOTA)

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 sont modifiées comme suit :

Rubrique		Capacité	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	1,577 Ha	D

D : Déclaration

Article 2.2 : Réglementations

Les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 Février 2020 sont modifiées comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- **l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- **l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié** relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;
- **l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié** fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- **l'arrêté du ministériel du 07 juillet 2009** relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

- **l'arrêté ministériel du 11 mars 2010** portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- **l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- **l'arrêté ministériel du 27 octobre 2011** portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié** fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 23 mars 2012** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) ;
- **l'arrêté ministériel du 04 août 2014** modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
- **l'Arrêté du 29 février 2016** relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- **l'arrêté ministériel du 3 août 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- **l'arrêté du 18 mars 2022** portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- **l'arrêté régional n°213 du 26 avril 2024** établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole pour la Région des Pays de la Loire ;
- **l'arrêté DRAAF – DREAL n° 418 du 5 août 2024** établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire.

Article 2.3 : Épandage des effluents

Les prescriptions du chapitre IV.6 ÉPANDAGE DES EFFLUENTS de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 précité sont remplacées par les suivantes :

Article 4.6.1 : Epandages interdits

Les épandages non autorisés sont interdits.

Article 4.6.2 - Epandages autorisés

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets et effluents traités sur les parcelles, dont les plans et références figurent en annexe au présent arrêté.

Article 4.6.3 : Règles générales

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses effluents sur les parcelles agricoles en culture d'une surface totale de 256,93 hectares dont 2,72 ha exploités par la S.A.S. SOLIPAG et 17,32 ha par Monsieur TENAUD (BRAINS), 170,31 Ha par le GAEC DU PRÉ D'IF (ROUANS) et 66,58 Ha par le GAEC BEAUVIS (BRAINS).

La quantité maximale annuelle de boues épandues chez les prêteurs de terres est définie comme suit :

Exploitation	SAU (ha)	SMD (ha)	Flux maximal annuel (kg/an)		
			N	P	P₂O₅

GAEC BEAUVIS	72,57	66,58	4465	397	635
GAEC DU PRE D'IF	188,62	170,31	5650	2527	7890
Monsieur TENAUD	31,71	17,32	1541	590	2140
TOTAL	282,9	254,21	11656	3514	10665

La liste des parcelles d'épandage est annexée au présent arrêté (annexe 1).

La pratique de l'épandage des effluents doit respecter l'ensemble des règles techniques en vigueur prévues dans les textes réglementaires cités à l'article 1.5.1 du présent arrêté.

L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- producteur d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage ;
- producteur d'effluents et agriculteur exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au maximum.

Article 4.6.4 : Les effluents à épandre

Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement de :

Déchets/effluents	Quantité épandue (/an)	Flux (en T/an)		
		N total	P2O5 total	K2O
Boues de curages	36 t de MS	1,29	0,75	0,2
Effluents épurés	4430 m ³	0,12	0,08	0,43
TOTAL	-	1,41	0,83	0,63

Les teneurs en NPK pouvant fluctuer d'une année à l'autre, les flux annuels par type d'effluent sont notés dans le tableau à titre indicatif. Les flux totaux devront être respectés.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

4.6.4.1 Eaux industrielles épurées

L'épandage des eaux industrielles traitées sera réalisé en période d'étiage (4430 m³/an).

Le plan d'épandage des eaux industrielles épurées est réalisé sur une surface de 2,29 hectares épandables sur les parcelles cadastrées (ZB 127 et ZB 157) implantées en prairie naturelle fauchée et exportée en fourrage selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

L'exploitant assure le suivi du point de référence désigné (SB 1) conformément aux dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

L'apport total représente un maximum 53 kg/ha/an d'azote total, 35 kg/ha/an de phosphore (P₂O₅) et 181/ha/an kg de potasse.

Le facteur limitant pour l'irrigation des eaux traitées est la potasse.

Les apports en eau traitée sont limités à 2000 m³/an à l'hectare épandable uniquement prélevés dans la dernière lagune précédant le traitement tertiaire.

4.6.4.2 Boues des lagunes

Les boues de curage seront sorties des lagunes (600m³), soit une production annuelle de 1285 unités d'azote et 754 unités de phosphore.

Les boues seront épandues sur des parcelles agricoles en culture sur les communes de BOUAYE, BRAINS, PORT SAINT PERE, ROUANS, et SAINT AIGNAN DE GRANDLIEU, SAINT HILAIRE DE CHALEON, SAINT LEGER DES VIGNES.

L'épandage des effluents respecte les périodes d'interdiction définies par le programme d'actions régional de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Le reste des dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2020 sont abrogées.

Article 2.4 : Autosurveillance des épandages

Les dispositions de l'article 10.2.8 à 10.2.11 de l'arrêté préfectoral du 25 Février 2020 sont remplacées et complétées comme suit :

Article 10.2.8 : Programme de surveillance :

L'exploitant doit effectuer ou faire effectuer périodiquement les analyses suivantes sur les sols référencés à l'annexe 2 et les effluents épandus, conformément aux dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.

Les pratiques d'épandage vis à vis des tiers et des cours d'eau ainsi que les délais d'attente avant la récolte de fourrage ou la mise en pâture des animaux sur les parcelles épandues sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.

Les bordereaux de traçabilité des épandages devront identifier les parcelles réceptrices.

Article 10.2.9 : Programme prévisionnel annuel des épandages

L'exploitant (SAS LABEYRIE FINE FOODS) établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. L'épandage des effluents respecte les périodes d'interdiction définies par le programme d'action régional.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec chaque exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- le plan prévisionnel de fumure qui présente toutes les parcelles et toutes les cultures de chacune des exploitations, y compris celles qui ne sont pas fertilisées ;
- la prise en compte des Reliquats Sortie d'Hiver (RSH) sur les cultures épandues au printemps dans la détermination des apports ;

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur les paramètres caractérisant la valeur agronomique, prévus dans le tableau en annexe 3, par zone homogène et par unité culturale ;
- une caractérisation des boues et effluents épurés épandus (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, ...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des boues et des effluents épurés (calendrier et doses d'épandage par unité culturale ...), ainsi que la fertilisation complémentaire qui en découle (autres apports organiques, et engrais minéral avec prise en considération des précédents culturaux et reliquats des années précédentes) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce document doit permettre la justification, au travers d'une gestion prévisionnelle des épandages, de la valorisation de l'ensemble des effluents générés par la SAS LABEYRIE FINE FOODS et les exploitations agricoles en respectant l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apports.

Le programme prévisionnel établi par l'exploitant est communiqué et approuvé par les exploitants agricoles afin d'être intégré au plan prévisionnel de leur exploitation (respect de l'équilibre de la fertilisation à la parcelle pour l'ensemble des périmètres d'épandages).

Le programme prévisionnel est transmis au préfet un mois avant le début de la campagne.

Article 10.2.10 : Cahier d'épandage

Le document est tenu à jour et conservé pendant une durée de dix ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de coproduits épandus par unité culturale et leur teneur ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices (renseignées par leur numéro d'îlot et de parcelle cadastrale et leur surface) ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les coproduits avec les dates de prélèvements et des mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses ;
- l'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 10.2.11: Bilan annuel

Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues et des effluents épurés épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de système de culture, ainsi que la fertilisation complémentaire qui en découle (autres apports organiques, engrais minéral, ...) ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante.

Article 2.5 – Création d'un nouveau local annexe du local de maintenance

Les dispositions du titre VIII de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 sont complétées par les dispositions suivantes :

Article 8.2.7 : Nouveau local de stockage et de maintenance :

L'exploitant met en place les conditions d'utilisation du nouveau local de maintenance dans le respect des dispositions de son étude des dangers à savoir :

- la mise en œuvre des mesures d'organisation efficaces par l'absence de travaux par point chaud dans le local ;
- la mise en place d'une détection incendie dans ce local conforme aux dispositions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020
- la présence et le suivi des installations électriques conformes aux dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020
- le stockage de produits de maintenance dans le respect des dispositions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2020

Article 3 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 4 - Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 5 - Publication de l'arrêté préfectoral

En application de l'article R. 181-4 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de BOUAYE et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BOUAYE pendant une durée minimum d'un mois, le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de BOUAYE ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire Atlantique pendant une durée minimale d'un mois, ainsi que sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/> ;
- l'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Transmission à l'exploitant

Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SAS LABEYRIE FINE FOODS FRANCE qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 7 - La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le Maire de la commune de BOUAYE et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 2 juillet 2025

LE PRÉFET,

**Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale**


Dominique YANI

Annexe 1 : Liste des parcelles d'épandage

LABERIE FINE FOODS FRANCE - Relevé parcellaire
Extension et mise à jour du plan d'épandage - 2023

Exploitant	Nom PE	Surface	Aptitude 2 (bonne)	Aptitude 1 (moyenne)	Surface épendable	Aptitude 0	Protection habitation (50m)	Protection eau (35m)	Autres exclusions (N2000, etc)	Total des exclusions
GAEC BEAUVIS	GB-01	3,10 ha	3,03 ha		3,03 ha		0,07 ha			0,07 ha
GAEC BEAUVIS	GB-02	3,81 ha	3,54 ha		3,54 ha			0,28 ha		0,28 ha
GAEC BEAUVIS	GB-03	0,90 ha	0,90 ha		0,90 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-04	0,38 ha	0,38 ha		0,38 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-05	1,84 ha	1,84 ha		1,84 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-06	1,51 ha	1,51 ha		1,51 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-07	4,38 ha	4,01 ha		4,01 ha		0,36 ha			0,36 ha
GAEC BEAUVIS	GB-08	1,37 ha	1,18 ha		1,18 ha		0,20 ha			0,20 ha
GAEC BEAUVIS	GB-09	0,85 ha	0,61 ha		0,61 ha		0,24 ha			0,24 ha
GAEC BEAUVIS	GB-10	0,83 ha	0,83 ha		0,83 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-11	0,44 ha	0,40 ha		0,40 ha		0,03 ha			0,03 ha
GAEC BEAUVIS	GB-12	1,81 ha	1,69 ha		1,69 ha		0,12 ha			0,12 ha
GAEC BEAUVIS	GB-13	3,15 ha	3,08 ha		3,08 ha		0,07 ha			0,07 ha
GAEC BEAUVIS	GB-14	2,64 ha	1,84 ha		1,84 ha		0,81 ha			0,81 ha
GAEC BEAUVIS	GB-15	2,61 ha		2,61 ha	2,61 ha			0,42 ha		0,42 ha
GAEC BEAUVIS	GB-16	4,67 ha		4,23 ha	4,23 ha	0,41 ha		0,03 ha		0,43 ha
GAEC BEAUVIS	GB-17	1,12 ha		1,01 ha	1,01 ha		0,11 ha			0,11 ha
GAEC BEAUVIS	GB-18	1,27 ha		1,23 ha	1,23 ha			0,02 ha		0,02 ha
GAEC BEAUVIS	GB-19	3,45 ha	3,45 ha		3,45 ha			0,00 ha		0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-20	2,20 ha		2,20 ha	2,20 ha			0,00 ha		0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-21	5,00 ha	4,54 ha		4,54 ha		0,43 ha			0,43 ha
GAEC BEAUVIS	GB-22	0,79 ha	0,46 ha		0,46 ha		0,33 ha			0,33 ha
GAEC BEAUVIS	GB-23	2,85 ha	2,53 ha		2,53 ha			0,11 ha		0,11 ha
GAEC BEAUVIS	GB-24	3,26 ha	3,16 ha		3,16 ha			0,11 ha		0,11 ha
GAEC BEAUVIS	GB-25	3,01 ha	2,90 ha		2,90 ha			0,00 ha		0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-25b	0,17 ha	0,17 ha		0,17 ha			0,02 ha		0,02 ha
GAEC BEAUVIS	GB-26	2,03 ha	1,76 ha		1,76 ha		0,25 ha			0,25 ha
GAEC BEAUVIS	GB-27	1,89 ha	1,89 ha		1,89 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-28	1,42 ha	1,42 ha		1,42 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-29	5,20 ha	5,20 ha		5,20 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-30	1,12 ha	1,06 ha		1,06 ha			0,06 ha		0,06 ha
GAEC BEAUVIS	GB-31	2,27 ha	0,99 ha	0,40 ha	1,39 ha	0,52 ha	0,70 ha	0,36 ha		0,88 ha
GAEC BEAUVIS	GB-32	1,23 ha	0,52 ha		0,52 ha					0,70 ha
GAEC BEAUVIS	GB-33	2,41 ha	0,85 ha		0,85 ha				1,56 ha	1,56 ha
GAEC BEAUVIS	GB-34	6,93 ha	5,04 ha	1,08 ha	6,12 ha		0,81 ha			0,81 ha
GAEC BEAUVIS	GB-35	4,33 ha	4,19 ha		4,19 ha		0,14 ha			0,14 ha
GAEC BEAUVIS	GB-36	3,97 ha	2,81 ha		2,81 ha			0,10 ha	1,16 ha	1,16 ha
GAEC BEAUVIS	GB-37	5,78 ha	4,53 ha		4,53 ha				1,15 ha	1,15 ha
GAEC BEAUVIS	GB-38	0,68 ha	0,28 ha	0,25 ha	0,53 ha			0,16 ha		0,16 ha
GAEC BEAUVIS	GB-39	1,85 ha	0,95 ha	0,51 ha	1,46 ha			0,39 ha		0,39 ha
GAEC BEAUVIS	GB-40	3,37 ha	1,93 ha		2,97 ha			0,40 ha		0,40 ha
GAEC BEAUVIS	GB-41	1,48 ha		1,43 ha	1,43 ha		0,04 ha			0,04 ha
GAEC BEAUVIS	GB-42	1,52 ha		1,53 ha	1,53 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-43	1,65 ha		1,65 ha	1,65 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-44	1,16 ha		1,16 ha	1,16 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-45	1,63 ha		1,39 ha	1,39 ha		0,23 ha			0,23 ha
GAEC BEAUVIS	GB-46	2,37 ha		1,47 ha	1,47 ha		0,89 ha			0,89 ha
GAEC BEAUVIS	GB-47	2,50 ha		2,50 ha	2,50 ha					0,00 ha
GAEC BEAUVIS	GB-48	1,00 ha		0,87 ha	0,87 ha		0,12 ha			0,12 ha

GAEC DU PRE D'IF	GPI-4	*	1,00 ha		0,87 ha	0,87 ha		0,12 ha				0,12 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-5	*	4,69 ha	4,62 ha		4,62 ha		0,07 ha				0,07 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-8	*		9,07 ha		9,07 ha		0,73 ha				0,73 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-9a	*	1,94 ha	1,32 ha		1,32 ha		0,62 ha				0,62 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-9b	*	5,90 ha	5,39 ha		5,39 ha		0,51 ha				0,51 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-9c	*	1,68 ha		1,28 ha	1,28 ha		0,39 ha				0,39 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-10	*	5,59 ha		5,59 ha	5,59 ha		0,00 ha				0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-11	*	1,96 ha		1,96 ha	1,96 ha		0,00 ha				0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-13	*	4,30 ha	1,96 ha		1,96 ha		0,44 ha		1,90 ha		2,34 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-16	*	14,64 ha	12,48 ha		12,48 ha		2,10 ha				2,16 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-17a	*	4,03 ha		4,03 ha	4,03 ha		0,06 ha				0,06 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-17b	*	6,28 ha		6,05 ha	6,05 ha		0,23 ha				0,23 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-20a	*	5,46 ha	5,05 ha		5,05 ha		0,42 ha				0,42 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-20b	*	8,92 ha	8,92 ha		8,92 ha						0,42 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-20c	*	6,53 ha	6,53 ha		6,53 ha						0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-20d	*	3,85 ha	3,85 ha		3,85 ha						0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-20e	*	1,87 ha	1,82 ha		1,82 ha		0,05 ha				0,05 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-21	*	3,64 ha	3,27 ha		3,27 ha		0,37 ha				0,37 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-22	*	8,21 ha	7,37 ha		7,37 ha		0,11 ha		0,73 ha		0,85 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-23	*	8,98 ha	8,27 ha		8,27 ha		0,33 ha		0,38 ha		0,70 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-25a	*	7,54 ha	6,68 ha		6,68 ha		0,85 ha		0,57 ha		0,85 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-25b	*	7,65 ha	3,78 ha		7,08 ha		0,57 ha		0,04 ha		0,23 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-26	*	2,51 ha	2,28 ha		2,28 ha		0,19 ha		0,04 ha		0,23 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-27a	*	5,53 ha	5,53 ha		5,53 ha		0,01 ha				0,01 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-27b	*	3,06 ha		3,05 ha	3,05 ha		0,00 ha				0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-28a	*	2,62 ha	1,42 ha		2,58 ha				0,04 ha		0,04 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-28b	*	3,00 ha	1,77 ha		3,00 ha						0,00 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-28c	*	5,82 ha	1,43 ha		5,82 ha		0,01 ha				0,01 ha
GAEC DU PRE D'IF	GPI-28c	*	1,97 ha		1,97 ha	1,97 ha						0,00 ha
LABEYRIE3F (ex-SOLIPAG)	SB 1		0,79 ha		0,75 ha	0,75 ha		0,04 ha				0,04 ha
M. TENAUD	TEN 1		1,34 ha	0,70 ha		0,70 ha		0,64 ha				0,64 ha
M. TENAUD	TEN 2a		2,14 ha	1,26 ha		1,26 ha		0,64 ha		0,24 ha		0,88 ha
M. TENAUD	TEN 2b		2,69 ha	2,47 ha		2,47 ha		0,20 ha		0,02 ha		0,22 ha
M. TENAUD	TEN 3		1,90 ha		0,72 ha	0,72 ha		0,76 ha				1,18 ha
M. TENAUD	TEN 4a		6,09 ha		5,26 ha	5,26 ha		0,36 ha		0,47 ha		0,83 ha
M. TENAUD	TEN 4b		5,46 ha		4,82 ha	4,82 ha		0,29 ha		0,17 ha		0,64 ha
M. TENAUD	TEN 5		2,09 ha	2,09 ha		2,09 ha						0,00 ha

* Extension 2023

TOTAL	285,66 ha	182,53 ha	74,40 ha	256,93 ha	1,40 ha	13,17 ha	7,45 ha	6,70 ha	28,72 ha
-------	-----------	-----------	----------	-----------	---------	----------	---------	---------	----------

Répartition par exploitant :

GAEC BEAUVIS	72,57 ha	54,86 ha	11,70 ha	66,58 ha	0,92 ha	3,31 ha	1,76 ha	0,00 ha	5,99 ha
GAEC DU PRE D'IF	188,62 ha	121,13 ha	49,18 ha	170,31 ha	0,06 ha	7,40 ha	5,04 ha	5,80 ha	18,30 ha
LABEYRIE3F (ex-SOLIPAG)	2,76 ha	0,00 ha	2,72 ha	2,72 ha	0,00 ha	0,04 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,04 ha
M. TENAUD	21,71 ha	6,52 ha	10,80 ha	17,32 ha	0,42 ha	2,42 ha	0,65 ha	0,90 ha	4,39 ha

Annexe 2 : Points de références

Date	parcelle de référence	latitude (X)	longitude (Y)	Exploitant	Parcelle
Plan d'épandage (effluents traités en période d'étiage) 2020					
20/02/2020	ZB 127	346955	6683447	LABEYRIE	P1
Plan d'épandage (boues) 2020					
28/04/2015	2652-P2	346642	6683403	LABEYRIE	SB 1
19/09/2016	2652-P3	348845	6682150	TENAUD	TEN 4a
Extension plan d'épandage (boues) 2025					
20/01/2023	P4402	342245	6685623	GAEC BEAUVIS	GB-18
20/01/2023	P4403	341883	6685893	GAEC BEAUVIS	GB-07
20/01/2023	P4404	342063	6686353	GAEC BEAUVIS	GB-05
20/01/2023	P4405	341764	6686657	GAEC BEAUVIS	GB-01
20/01/2023	P4406	335618	6682390	GAEC DU PRE d'IF	GPI-20d
20/01/2023	P4407	335880	6682405	GAEC DU PRE d'IF	GPI-20c
20/01/2023	P4408	332902	6686427	GAEC DU PRE d'IF	GPI-2
20/01/2023	P4409	331294	6685863	GAEC DU PRE d'IF	GPI-10
20/01/2023	P44010	335204	6681576	GAEC DU PRE d'IF	GPI-22
20/01/2023	P44011	334366	6680196	GAEC DU PRE d'IF	GPI-28b

Annexe 3 : Programme de surveillance

Analyses	Paramètres concernés	Périodicité	
		Sols ⁽¹⁾	Produits à épandre
Valeur agronomique	Matière sèche (en %) Matière organique (en %) Rapport C/N Phosphore total (en P ₂ O ₅) Potassium total (en K ₂ O) Calcium total (en CaO) Magnésium total (en MgO) Azote total en ammoniacal (en NH ₄) Na – Cl		- <u>Boues de curage</u> ⁽²⁾ 1/an (selon les épandages au printemps, et/ou à automne) - <u>Eaux traitées</u> : 1/an (étiage)
	Granulométrie pH Azote global P ₂ O ₅ échangeable K ₂ O échangeable MgO échangeable CaO échangeable	- Etat initial pour toute parcelle ou groupe de parcelles dans un délai de deux ans à compter du début des opérations, ensuite renouvellement tous les quatre ans au maximum - Tous les 3 ans sur échantillonnage représentatif en un point de référence de zone homogène (1) = correspondant à 30 % de la surface totale - Après l'ultime épandage	
Eléments-traces métalliques	Cadmium Chrome Cuivre Mercure Nickel Plomb Sélénium Zinc	- Avant le premier épandage et après l'ultime épandage sur les points de référence ⁽¹⁾ , en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent. -Au minimum tous les dix ans.	- <u>Boues de curage</u> ⁽²⁾ 1/an
Composés traces Organiques	PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) Fluoranthène Benzo(b) Fluoranthène Benzo(a)pyrène		- <u>Boues de curage</u> ⁽²⁾ 3/an
Agents pathogènes	Salmonella Œufs d'helminthes Entérovirus		- <u>Boues de curage</u> ⁽²⁾ 1/an épandage sur prairie pâturée ou cultures implantées (tous les 3 ans si enfouissement direct dans les 12H après épandage) - <u>Eaux traitées</u> : 1/an

⁽¹⁾ Le point de référence est repéré par ses coordonnées Lambert et est identique pour toute mesure ultérieure. Par "zone homogène" on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 ha ;
par "unité culturale", on entend une parcelle ou un groupe de parcelle exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant.

⁽²⁾ Les analyses de boues de curage sont à réaliser durant les séquences d'épandage (ou quelques jours au préalable) prévues au plan prévisionnel.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/219

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale
Dominique YANI



